

RETROUVEZ LA TOTALITÉ DES ARTICLES SUR :
<http://www.academie-gaullisme.fr/>
COURRIEL : acadgaul1@free.fr

LE « CHAUDRON » DES PRÉSIDENTIELLES

par Luc BEYER DE RYKE,

L'ÉMULATION qui anime avec une ardeur proche de la frénésie les cénacles en vue des présidentielles ma fait songer à une fable que me conta Malika Mokadem, romancière algérienne.

Satan, maître des ténèbres fait visiter l'enfer à un hôte de marque. Il lui montre des cuves où ses auxiliaires armés de fourches repoussent les damnés qui tentent d'en sortir. Une des cuves n'est pas gardée, l'hôte s'en étonne. Pas de danger lui explique Satan. Dans celle-là il y a des Algériens. Chaque fois que l'un passe la tête ses compagnons se pressent pour la lui enfoncer.

N'en dirait-on pas autant pour les candidats ou aspirants candidats aux élections présidentielles ? Aucune famille politique, grande ou petite, n'est épargnée. Approchons-nous du chaudron et contemplons le spectacle.

Suite page 2

LA TOILE ET WIKILEAKS

par Georges AIMÉ ET A.M.

Il ne fait aucun doute que le principal acteur des prochaines présidentielles sera la toile. N'en déplaise aux professionnels, journalistes et autres experts de la vie politique ce ne sont plus eux qui détiennent le seul pouvoir d'influence sur les électrices et électeurs.

Certaines de nos « élites » l'ont déjà appris à leurs dépens. Ne plus se laisser aller (tels le ministre de l'Intérieur en Auvergne ; la présidente de la région Poitou-Charentes lors d'une réunion du conseil qu'elle préside ; le Président de la République à Lisbonne), ne plus cacher ses agissements (tels nos parlementaires votant la loi sur les retraites mais ne touchant pas à la leur ; le maire de cette grande agglomération du Nord déclarant « avoir le grand plaisir de recevoir en temps que maire de Lille », lors d'une réunion organisé à l'occasion des élections municipales, au Palais des Congrès de ladite ville, le recteur de la mosquée de Lille Sud ayant appelé un an auparavant à un vote musulman lors des élections législatives), va devenir difficile pour certains d'entre eux !

Ainsi en est-il des documents publiés par Wikileaks. Ces révélations sur trente ans de communications confidentielles entre les ambassades des États-Unis et le gouvernement fédéral, sur divers sujets, vont bouleverser les relations interétatiques.

De toute façon, ainsi que me l'écrivait un de mes parents espagnol proche du pouvoir :

« C'est un problème diplomatique très grave pour Obama.

« Ça montre comment fonctionnent vraiment les relations diplomatiques, pas seulement aux États-Unis...

« Ces informations prouvent que le principal ennemi des États-Unis, aujourd'hui, c'est la Chine. Et en tant que tel, la relation logique est double: respect et haine.

« Les États-Unis vont devoir repenser tout leur système de communication avec les ambassades.

« Ces documents apportent la possibilité, jamais obtenue, d'analyser le système mondial en utilisant l'optique des États-Unis, la vraie, pas l'officielle.

« Cette publication fait éclater les bases historiques et fondamentales des relations diplomatiques : la confiance et la discrétion.

« Les alliés des États-Unis vont devoir changer leurs habitudes et leurs politiques étrangère vis-à-vis des États-Unis, même s'ils ne le disent pas ouvertement.

« La presse est devenue un intermédiaire. Elle n'est plus le quatrième pouvoir (qualificatif auto-attribué), elle passe les infos qu'elle récolte. Sa proximité avec les mondes politique et économique fait que maintenant leurs sources sont leurs amis.

« Pour terminer, et pour illustrer la « richesse » de l'analyse des gouvernants espagnols actuels, notre ministre de la Santé, de la Politique sociale et de l'Égalité (?) affirme : « Quiero creer que se van a tomar las medidas necesarias para que estas cosas no ocurran y para que la diplomacia internacional esté

Sommaire	
Pages	
1, 2	Georges AIMÉ ET A. M.
1, 2, 4	Luc BEYER DE RYKE
3	Christine ALFARGE
5 à 8	H. NOUAILLE et A. ROHOU
5, 6	Henri PINARD-LEGREY
9 à 12	Jean-Louis GUIGNARD

LE « CHAUDRON » DES PRÉSIDENTIELLES...(SUITE)

Actuellement l'UMP ne connaît qu'un champion pour porter ses couleurs. Il est à l'Élysée et s'il ne le dit pas encore lui-même ses amis, paraphrasant Mac Mahon, le proclame pour lui : « Il y est, il y reste ».

Là où le bas blesse c'est qu'au vu de sondages, certes relatifs, 34 % des Français partagent ce point de vue. Très insuffisant pour réussir ce bac présidentiel.

L'autre jour un quotidien « filiale » du Parisien consacrait six pleines pages dont sa « une » à François Fillon « son enfance, sa famille, ses réseaux, ses ennemis, ses ambitions ». Je doute que la lecture de cette hagiographie, d'ailleurs intéressante, ait été prise en compte par l'Élysée. D'autant plus que malgré les révoltes sociales François Fillon demeure apprécié par 47 % des Français. Et cela bien que plus de 70 % aient approuvé le vaste mouvement d'opposition à la réforme des retraites. Cherchez l'erreur.

La politique conduite est critiquée lorsqu'elle est expliquée par Matignon, rejetée lorsqu'elle l'est par l'Élysée. Le ton, le style, le comportement ont leur importance même s'ils n'expliquent pas tout. On imagine mal François Fillon brocarder des journalistes en les appelant ses « amis pédophiles ».

Dans le « chaudron » bien d'autres s'agitent. Jean-François Coppé a du savoir-faire, un plan de carrière pour une tête bien faite et des dents aussi aiguisées que longues. Il passera son tour pour mieux préparer celui de 2017. Le centre aussi connaît le trop-plein. Le nouveau... et l'ancien, celui de François Bayrou. Les centristes pourraient occuper un chaudron à eux tous seuls...

Et Dominique de Villepin ? De lui on pourrait dire comme jadis Michel Jobert qu'il est « ailleurs ». Il a des accents qui peuvent séduire mais ils sont oblitérés par le duel singulier, sans merci, qui l'oppose au Président de la République. Le projet collectif disparaît derrière le destin individuel.

Reste Nicolas Dupont Aignan. Bien des gaullistes de tradition se montrent sensibles à son discours et souhaiteraient le voir jouer un rôle. Issu de la majorité il l'a quitté. La sanction infligée fut la marginalisation. Sa force de frappe, malgré l'indéniable ancrage local, est limitée. S'il obtient les signatures

nécessaires pour se présenter (ce qu'on s'ingéniera à lui refuser), il pourra tout au plus additionner ses voix à ceux, à droite ou au centre, qui s'efforceront de faire manquer la marche à Nicolas Sarkozy.

Quelle alternative ?

Face aux dissensions proclamées ou non de la majorité peut-on au-delà des sympathies ou des allergies parler d'alternative ? Tournons-nous vers la principale force d'opposition, le PS. Là au moins n'y a-t-il pas d'unité ? Certes. Mais pour quarante-huit heures. Après quoi elle vole en éclats pour revenir à la foire d'empoigne. Ségolène Royal, vierge aux outrages du PS, a renvoyé Martine Aubry et DSK dans les cordes. À la première elle a opposé un démenti cinglant. « Non, il n'y a pas de pacte entre nous pour les présidentielles. Primaires il doit y avoir et primaires il y aura. »

À DSK dont elle ferait bien son premier ministre elle s'adresse sans trop d'aménité : « La politique c'est avoir le courage d'entrer dans la bataille. ». En d'autres termes : « Décide-toi ou retire-toi. ».

Cela sans parler des « petits » candidats qui, tels, Arnaud Montebourg, l'ancien chevalier servant de Ségolène, Manuel Valls, François Hollande, l'ancien prince-régent, Pierre Moscovici et d'autres se jettent à corps perdus dans la bousculade.

Les autres

La scène se complète en passant en revue les autres familles politiques. Entre Dany le Rouge, de plus en plus rose au fil des ans ; Cécile Duflot qui a le mordant et l'abattage de la jeunesse, Éva Joly, ayant une fois pour toutes revêtu sa toge de justicière, aux accents rocailleux, peut-on vraiment parler de réelle fraternité ?

Quant au Front de Gauche, il constitue l'alliance improbable entre un démagogue de talent, Jean-Luc Mélenchon, chef sans troupe et une piétaille de militants communistes dévoués en quête d'un porte-voix. Pierre Laurent, le successeur de Marie-George Buffet, a de l'intelligence, de la réflexion mais

Suite page 4

LA TOILE ET WIKILEAKS...(SUITE)

al servicio de las personas y no de otro tipo de intereses». Traduction : « Je veux croire que les mesures nécessaires vont être prises pour que ces choses ne se produisent pas et pour que la diplomatie internationale soit au service des personnes et pas au service d'intérêts d'autre sorte. » Lamentable. Qui va prendre ces mesures ? Pourquoi « je veux croire » ? Pourquoi est-ce le ministre de la Santé qui parle de cela ? La diplomatie internationale est toujours au service des États, car ils sont les seuls qui font de la « diplomatie internationale » ; qu'est-ce donc que « la diplomatie internationale au service des personnes » ?

« Pour l'heure Wikileaks subit des attaques de DDoS. Tu publies, j'attaque : guerre du XXI^e siècle. »

Certes, l'on peut reprocher à Wikileaks de livrer ces informations « brutes de fonderie », sans analyse et d'aucuns peuvent penser que ce ne sont que des ragots. Il n'en demeure pas moins qu'Amazone a décidé de ne plus héberger le site, la Chine d'en fermer l'accès (là rien d'étonnant) et que les États-Unis crient au complot (la CIA s'occupe activement pour discréditer son fondateur, Julian Assange).

Cependant, les secrets d'État doivent-ils être révélés au risque d'engendrer des bouleversements pouvant amener de graves violences ? Dans un monde de tricheurs la transparence a-t-elle sa place ?

Ces questions restent posées. ■

LE 11 NOVEMBRE 1940,

hommage à la résistance de la jeunesse française

par Christine ALFARGE

« **L**e 11 novembre 1940, bravant l'interdiction des autorités occupantes, des lycéens et des étudiants étaient venus manifester au pied de l'Arc de Triomphe, à travers un hommage aux combattants de la Grande Guerre, leur foi dans le destin de la France. »

Le déclin de la France.

Entre le 10 mai 1940 et le 14 juin 1940, la France vient de s'effondrer en un mois dans un chaos inimaginable et dans l'ignorance des enjeux réels du conflit en cours. La débâcle de ces jours terribles qui précéderent l'armistice du 22 juin 1940 montre un vide extraordinaire, les institutions ont disparues et Paris est occupé, outragé par les drapeaux ennemis placés sur tous les monuments. Plus tard, les premiers résistants sortiront de l'ombre.

Que s'est-il passé ce jour là ?

Ce fameux 11 novembre 1940, aura lieu la première manifestation de résistance de lycéens et étudiants dont Pierre Lefranc, actuel président de la Fondation Charles de Gaulle et grand témoin de notre temps, fut l'un des organisateurs. Après l'appel du 18 juin 1940, ces jeunes gens furent les premiers à se dresser avec courage contre l'occupant au péril de leur vie. Visés par les paroles de Pétain, ils se demandent ce qu'ils doivent faire, selon Pierre Lefranc : « *Nous étions peu nombreux, par peur des manifestations, le recteur de l'académie de Paris avait fermé les facultés ce jour là. Alors comment manifester, où aller pour rappeler la victoire ? Les jours précédant le 11 novembre 1940, les premiers tracts seront diffusés rue Saint-Jacques à la faculté de Droit, puis dans de nombreux lycées parisiens notamment Janson-de-Sailly, Condorcet et Henri-IV, appelant à manifester le jour de l'armistice. Cela va se répandre assez rapidement à d'autres cours, par petits groupes débarquant du métro. Les Allemands buvaient des bières sur les terrasses des Champs-Élysées. L'atmosphère était étudiante, jusqu'à ce que cela se complique avec une patrouille allemande qui procédait à des tirs en l'air et nous lançait des grenailles dont une me fut fatale. Je fus blessé et embarqué dans un camion avec d'autres manifestants jusqu'à l'hôtel Continental, où sous le coup d'intimidations, nous étions contraints d'écouter un discours en français sur la collaboration. Puis nous sommes conduits en direction de l'hôtel Majestic, lorsque nous essayons de sauter du camion en vain car je me suis retrouvé très vite en cellule de prisonnier de droit commun à la prison de la Santé. Le lendemain, malgré les propos angoissant d'un gardien sur le sort qui m'était réservé, je me tiens digne en pensant qu'il était moins difficile d'être en groupe que seul. Au bout d'un mois, je fus transféré à la prison de Fresnes, où je me demandais ce que j'allais devenir et chose inattendue, je bénéficiais peu de temps après d'une levée d'érou qui me ramena chez mes parents avec une très sévère remontrance de mes professeurs qui me reprochaient d'avoir manqué des conférences ce qui n'allait pas jusqu'au renvoi, mais me valut des mauvaises notes. »*

L'état d'esprit des Français en 1940.

Malheureusement, à cette période Pétain avait une grande aura, l'opinion était pour lui. Il n'y avait aucun signe en faveur du gaullisme. Cependant, ce 11 novembre 1940 allait être le déclic de la révolte, l'opinion ne commençait-elle pas à changer ? La veille, on pouvait lire dans plusieurs journaux qui n'étaient naturellement pas en faveur de la résistance du pays, un communiqué de la préfecture de Police indiquant : « Les administrations publiques et les entreprises privées travailleront normalement le 11 novembre à Paris et dans le département de la Seine. Les cérémonies commémoratives n'auront pas lieu. Aucune démonstration publique ne sera tolérée ». Cela donnait sans aucun doute encore plus de relief à la manifestation qui allait suivre en fin d'après-midi de cette journée mémorable. Dans un élan patriotique, environ deux mille cinq cents jeunes participèrent à ce premier acte de résistance collectif et significatif face à l'occupant, à leur côté des anciens combattants et toute une foule diverse se massant vers les Champs-Élysées lanceront des appels destinés au Général de Gaulle. Une centaine d'arrestations auront lieu dont quatre-vingt-dix lycéens.

1940, année de ténèbres et de sursauts.

L'histoire et la réalité n'ont-elles jamais été aussi manichéennes que pendant cette année de ténèbres et de sursauts ? Les causes de cette débâcle s'inscrivaient avant tout dans les choix archaïques des principaux chefs de l'armée qui parlaient notamment de « simple événement de guerre », voulaient ignorer le rôle des divisions blindées ou de l'aviation de bombardement, la vitesse de déplacement des troupes a également fait la différence, d'autres derrière Pétain et Weygand préparaient déjà l'armistice. Les fondements même de la nation, ses valeurs morales, basculaient dans une profonde incertitude. L'aveuglement de la classe politique dans son ensemble qui ne percevait pas les véritables enjeux de cette période, dans une III^e République touchant à sa fin, voulait un changement profond du système politique. Dans la classe parlementaire, très rares furent ceux qui avaient compris que le vote des pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940 à Vichy, allait mettre fin aux principales libertés. En face, il y avait Londres, Churchill et de Gaulle, les opérations clandestines commençaient à s'organiser ainsi que les tout premiers réseaux. Sur les premiers ralliements et la bravoure de la jeunesse française qui remontaient le moral du pays, Pierre Lefranc nous livre à ce sujet : « *Lorsque Maurice Schumann raconta au Général de Gaulle ce qui c'était passé le 11 novembre 1940 à Paris, ce dernier fut très ému car il y avait une réponse publique qui lui avait réchauffé le cœur. Par la suite, le Général créera l'école des cadets de la France libre. »*

De cette tragédie de 1940, de ce drame humain vécu comme une humiliation, il restera une grande leçon pour l'éternité de ce que tour à tour les hommes ont prouvé, pour certains par leur lâcheté, pour les autres par leur courage, leur lucidité et leur résistance. ■

LE « CHAUDRON » DES PRÉSIDENTIELLES... (SUITE)

pas de charisme. Très affaibli le PC dispose encore de cadres, de militants, de réseaux. Mélenchon se fait passer de vieilles séquences de Georges Marchais et s'applique à l'imiter pour capter l'héritage.

N'oublions pas Olivier Besancenot. Si présent hier et avant-hier dans les débats il est aujourd'hui (provisoirement ?) oublié. Son refus d'une option unitaire et son repli sur le pré carré du radicalisme le confinent dans un splendide isolement.

À l'extrême-droite c'est aussi d'héritage dont il est question. Celui de Jean-Marie Le Pen. Pour le vieux tribun, l'ancien de la « Corpo » et le ligueur impénitent, ce ne serait pas tout à fait rendre les armes que de les confier à sa fille Marine. Elle à l'étoffe d'une amazone, et bien que détestée par les plus intégristes du FN, on voit mal Bruno Golnisch, à la fois plus « tradi », plus courtois et professoral, lui damer le pion. Reste qu'au FN, quel qu'en soit l'issue, la confrontation laissera traces et cicatrices.

Ainsi dans tous les familles politiques la fable de Malika Mokadem se vérifie. On use de tous les registres. Coup de Jarnac, croc en jambe, clés de judo ou prises de karaté,

dissimulation, mines chafouines, peaux de banane, tout est bon pour enfoncer, étouffer, noyer son ami qu'il fut ou non de « trente ans ».

Politique

J'ai bien peur que le « chaudron » de Malika Mokadem se retrouve ailleurs qu'en Algérie et en France. Je me souviens d'un élu local qui était un mandataire municipal dévoué, homme aimable et serviable, affligé d'un léger bégaiement. Lorsqu'on faisait état devant lui d'une entourloupe, d'un coup tordu, d'une vilénie même, il en convenait mais ajoutait aussitôt « cela c'est de la po-po-politique » ! Et le mot, dont la première syllabe était prononcée trois fois au moins, avait valeur d'absolution. Libre à nous de s'indigner ou de sourire.

Nous nous faisons ici une idée plus noble de la politique mais, convenons-en, rares sont ceux qui à l'exemple du général de Gaulle avait coutume de se tenir sur les cimes. Leur air raréfié sied peu à la politique politicienne et à ceux que, cruellement, le Général appelait les « politiciens ».



*Nous souhaitons à tous nos lecteurs
de joyeuses et agréables
fêtes de fin d'année !*

Académie du Gaullisme
B.P. 48, 94700 Maisons-Alfort
acadgaul1@free.fr

BULLETIN D'ADHÉSION 2011 ET D'ABONNEMENT À "18 JUIN"

à retourner à Académie du Gaullisme, B.P. 48 - 94702 Maisons-Alfort

Nom et Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. _____ Courriel _____ Date de naissance _____

Cotisation + de 25 ans : 35 € • - de 25 ans : 16 € • Couple : 39 € • Membre bienfaiteur : à partir de 75 €

Établir votre chèque à l'ordre de l'Académie du Gaullisme

ARMÉES : L'URGENCE D'UN EFFORT NATIONAL

par Henri PINARD-LEGRY, président de l'ASAF¹.

« Tant que la Patrie n'est pas directement menacée, l'opinion répugne aux charges militaires... »

Charles de Gaulle.

COMME chaque année, le chef d'état-major des armées et les trois chefs d'état-major des armées de terre, mer et air ont été auditionnés par les députés de la commission de la Défense nationale. Ces chefs, dont les hommes mènent plusieurs opérations de guerre, présentaient aux élus de la nation l'état des armées, les difficultés qu'elles rencontrent, les engagements militaires en cours, et répondaient à leurs questions.

L'affaiblissement des armées

Malgré les termes convenus habituels dans ce genre d'exercice, les chefs d'état-major ont tous fait part des graves problèmes auxquels ils sont confrontés.

En effet, comment taire la **disparition progressive de capacités opérationnelles essentielles** telles que le transport aérien tactique dont les avions ont près d'un demi-siècle et les hélicoptères lourds sont à bout de potentiel ?

Comment dissimuler le faible taux de disponibilité de matériels majeurs qui oscille, en métropole, entre 50 et

60 %, taux anormalement bas en **raison de leur extrême vétusté** et de l'insuffisance des ressources financières affectées à leur maintien en condition ?

Comment masquer que les coupes budgétaires remettent en question l'effort annoncé dans le *Livre blanc* et planifié il y a moins de deux ans afin de remettre à niveau l'équipement de l'armée de Terre ?

Comment occulter qu'après l'envoi de trois avions de patrouille maritime dans le Sahel suite à la prise en otage de plusieurs Français, il ne **reste guère plus de trois appareils de ce type** disponibles pour assurer les missions de surveillance maritime qui sont leur première raison d'être ?

Par ailleurs, ces députés, experts des questions de défense, ont pu mesurer la **dégradation très importante du niveau d'instruction et de formation des forces** à l'exception de celles affectées à la dissuasion nucléaire et aux unités engagées en Afghanistan. Mais pour 95 % des armées, c'est aujourd'hui la pénurie : diminution du nombre d'heures de vol pour les pilotes, réduction du nombre

Suite page 6

L'ART DE LA GUERRE MODERNE : DURER ?

par Alain ROHOU et Hélène NOUAILLE,

directrice de la rédaction de La Lettre de Léosthène (helene.nouaille@free.fr).

LA guerre, nous dit le *Littre* (première édition, 1863), est *la voie des armes employée de peuple à peuple, de prince à prince, pour vider un différend*.

À observer les guerres occidentales d'aujourd'hui – c'est à dire essentiellement les guerres américaines, on sent bien que malgré les innombrables acceptions relevées par Émile Littré sur plusieurs pages, aucune ne convient vraiment à ce qui se passe effectivement d'aujourd'hui. En effet, « *l'observation des conflits actuels (...) montre une évolution notable par rapport à nos savoirs historiques... L'un des peuples adversaire n'y est représenté que par délégation, rompant par là le lien "ancestral" qui veut que les guerres des démocraties se fassent via le peuple rassemblé* » note Thierry Allemand pour la revue du CIRPES, le *Débat stratégique* (1).

L'un des peuples adversaire n'y est représenté que par

délégation : c'est ce que les experts nomment un conflit asymétrique, quand une armée se bat contre des « insurgés » ou quelle que soit l'appellation donnée à l'ennemi qu'elle affronte. « *Le développement des conflits asymétriques s'est réalisé concomitamment à un dessaisissement des "affaires de défense" des peuples occidentaux. La suspension de la conscription et la professionnalisation des unités combattantes - ainsi que le recours à des milices privées - ont été de pair avec la virtualisation de la guerre dans la culture occidentale (...)* ». Virtualisation ? « *Pour s'en faire une idée on regardera le "clip" de promotion des armées du ministère de la Défense, où les images de synthèse, style "Counter-Strike", se glissent à celles - classiques - d'un reportage. Chacun y est juste... l'œil d'aigle, la mâchoire volontaire, le geste comminatoire... les armes intégrant les dernières technologies ... tout est vrai, sauf que tout est "faux"...* » (2).

Suite page 6

ARMÉES : L'URGENCE D'UN EFFORT NATIONAL...(SUITE)

de jours à la mer ou sur le terrain, **disparition quasi complète de l'entraînement des hélicoptères d'attaque** et de transport avec les troupes au sol ; les exemples ne manquent malheureusement pas.

C'est en fait à une **paupérisation généralisée des armées** qu'on assiste ; elle se traduit au quotidien par une dégradation accélérée des casernements et par une diminution drastique des moyens d'instruction dans les unités.

Dans ces conditions, faut-il s'étonner que les jeunes engagés, privés des moyens d'exercer correctement leur métier de soldat, de marin ou d'aviateur, soient moins nombreux à renouveler leur contrat initial? Cette situation est d'autant plus préjudiciable qu'elle entraîne une rotation accélérée des personnels et un moindre niveau opérationnel des unités, tout en obligeant à un effort considérable de recrutement et de reconversion.

Le constat des chefs d'état-major, d'apparence mesuré, **est pourtant sans appel** pour qui connaît un tant soit peu les réalités du terrain.

Par ailleurs, la réorganisation considérable en cours, avec une diminution de cinquante-quatre mille personnels d'ici à 2015, risque de ne pas générer les économies escomptées. De plus, elle affaiblit la cohésion des formations militaires et déstabilise les armées en séparant la fonction opérationnelle de la fonction soutien. Bref, les réductions budgétaires envisagées pour 2011-2013, risquent de fragiliser davantage les armées.

L'URGENCE D'UN EFFORT NATIONAL

Lors de son audition, le chef d'état-major des armées a rappelé les paroles du Président de la République, chef des armées : « *la Défense est le fer de lance de notre diplomatie, de notre sécurité et de notre rang* ».

Les moyens dont dispose aujourd'hui la Défense ne sont plus en cohérence avec les exigences d'une telle réalité. Alors pourquoi poursuivre systématiquement la réduction du budget consacré à la défense de notre pays et l'affaiblissement inévitable de nos forces armées alors que les menaces imprévisibles, multiples, sournoises, deviennent chaque jour plus palpables ?

« Les dividendes de la paix », formule médiatico-démagogique chère aux politiciens plus qu'aux hommes d'État, ont privé les armées des moyens qui leur auraient permis de placer notre pays en position de *leader*. Si la France veut conserver son rang tant en Europe que dans le monde, elle doit non seulement assainir ses finances publiques - ce sera par un effort de tous les Français - mais il lui faut aussi cesser de croire qu'elle peut le faire en affaiblissant sa défense.

Après avoir parlé avec des soldats français actuellement soignés à l'hôpital militaire Percy, le Premier ministre a confessé que « *...ces dix blessés m'ont donné un formidable message d'espoir et une très grande leçon de courage...* ».

Il n'y a guère de plus bel éloge adressé à des soldats. Mais encore faut-il qu'après les mots, il y ait les actes. ■

1. Association de Soutien à l'Armée Française, www.asafrance.fr.

L'ART DE LA GUERRE MODERNE : DURER ?...(SUITE)

Et les peuples occidentaux ne sont pas favorables à l'engagement de leurs soldats, au moins en Europe, pas plus qu'ils ne le sont au Japon ou en Australie. « *La question centrale est bien celle de la "mobilisation" au sein de nos sociétés ; les sondages actuels en Grande-Bretagne montrent bien ce décalage entre direction politique et nation. Les pouvoirs politiques actuels n'estiment pas qu'il faille maintenir ce lien démocratique entre eux et la nation... Ceci aboutit autant aux errements dans les formes de la guerre (...) comme cela permet toutes les manipulations économiques via les investissements dans les armements* ». La Grande-Bretagne est un exemple bien choisi, où les raisons de l'engagement en Irak soutenues par Tony Blair et son gouvernement sont soumises à critique par une commission *ad hoc* présidée par Sir John

Chilcot (3). Mais les opinions ne sont pas si différentes dans le reste de l'Europe.

L'effort de guerre des États-Unis, qui est considérable (4), avec près de huit cents bases dans le monde et la moitié du budget militaire mondial, rencontre l'approbation d'une grande partie de la population américaine, lié dans sa présentation et dans sa réalité économique à la sécurité et à la prospérité du pays et largement soutenu par les groupes de pression relayés par des médias (et par l'industrie télévisuelle et cinématographique) qui en appellent à un sentiment de patriotisme dont les peuples européens se défient. Le changement de vocabulaire voulu par le président Obama (abandon, par exemple de la « guerre contre la terreur » promue par l'administration Bush) ne

L'ART DE LA GUERRE MODERNE : DURER ?... (SUITE)

remet pas en cause l'idée que les États-Unis ont vocation à mener un rôle de leader dans le monde (historiquement une « *destinée manifeste* »), idée plus ou moins consciemment partagée par une majorité d'Américains. Pour autant, les « *affaires de défense* » restent le bras d'une politique étrangère qui n'est pas première dans les préoccupations des citoyens (5).

Les plus de deux cent cinquante soldats américains déployés dans le monde aujourd'hui, sans compter les forces dites « privées » à leur service, ne mènent pas une guerre « *de peuple à peuple* » - pas plus que celles de leurs alliés de l'OTAN. Se pose alors clairement la question des buts de guerre. Que demande donc le pouvoir politique aux armées ? La récente éviction du général américain Mc Chrystal, qui commandait en Afghanistan aux forces de l'OTAN, à la suite d'un entretien accordé à la presse (6), au profit du général Petraeus, comme, en France, la forte réaction du nouveau chef d'État major, l'amiral Guillaud aux déclarations que général Vincent Desportes, directeur du Collège interarmées de défense a faites au *Monde* (7) sur la conduite de la guerre en Afghanistan révèlent pour le moins un malaise. « *On ne fait pas de demi-guerre* » résume le général Desportes.

Demi-guerre ? « *La doctrine de la contre-insurrection traditionnelle, telle que l'a engagée McChrystal depuis un an, avec un usage restreint de l'ouverture du feu (...) pour réduire les dommages collatéraux ne semble pas fonctionner.* » Les dégâts collatéraux sont une façon pudique de désigner les pertes infligées, souvent par accident à la suite de frappes aveugles (drones et missiles), à la population civile. « *Tout se passe comme si le président (américain) n'était pas très sûr de ses choix. (...) À l'issue des débats sur les renforts nécessaires, il y a un an, il a opté pour trente mille soldats de plus. Tout le monde savait que ce devait être zéro ou cent mille de plus.* » Des renforts nécessaires, estimait le général McChrystal pour pouvoir occuper l'espace où vivent les insurgés – gagner militairement la bataille. La demi-mesure à laquelle il a été contraint (accompagnée de l'injonction de « *gagner les cœurs et les esprits* » des populations (?)) a mené à l'échec : « *la situation n'a jamais été pire* »...

De plus, ajoute le général Desportes, « *chez les militaires, un courant remettant en cause le mode d'action "gagner les cœurs et les esprits" suscite une adhésion grandissante. Cette remise renforce l'écart entre la troupe et la stratégie générale. Or, on ne peut pas faire la guerre contre le moral des soldats* ». Mais la faire durer ? Certes le coût en est

astronomique, mais les intérêts imbriqués des dirigeants politiques, des scientifiques, des entreprises qui conçoivent et vendent des armes de plus en plus sophistiquées en sont préservés. Il faut à chacun du temps. À l'industrie de l'armement pour rendre ses programmes rentables – même si la complexité des systèmes ainsi conçus ne correspond pas aux besoins du terrain, ni dans le maniement ni au moment des engagements, aux politiques pour maintenir une tension acceptée par leurs opinions : « *l'objectif est-il de gagner ou de faire durer et entretenir des peurs manipulables à tous niveaux ?* » se demande ainsi Thierry Allemand. Une question pleine de sens.

Au moins pour les États-Unis. Parce que, constate le général Desportes « *c'est une guerre américaine. Quant vous êtes actionnaire à 1 %, vous n'avez pas droit à la parole* ». Sûrement, mais dans l'incapacité de se donner une autonomie – ou même une pensée stratégique – les dirigeants européens ont accepté le *leadership* américain, comme le font les Japonais et les Australiens, liés par des accords de défense dont il leur est impossible de contester l'utilité. Le président français s'est lui-même rallié, quand le candidat Sarkozy avait déclaré en 2007 ne pas voir l'intérêt des forces françaises à s'engager plus avant en Afghanistan, (« *la présence à long terme des troupes françaises en cet endroit du monde ne me semble pas décisive (...). De toute manière si vous regardez l'histoire du monde, aucune armée étrangère n'a réussi dans un pays qui n'était pas le sien. Même la Chine au Vietnam, les Japonais, aucune, quelle que soit l'époque, quel que soit le lieu* ») (8).

C'est donc à l'ordre souhaité par les dirigeants américains que leurs alliés ont inféodé leur politique – et les armées qu'ils ont engagées, quelles que soient les réticences qu'expriment leurs généraux ou leurs populations. Et cet ordre est destiné à durer : la *pax americana* - faite d'un mélange d'interventionnisme, d'exportation d'un modèle et de règles économiques favorables « *aux intérêts nationaux américains* » mais sensées bénéficier à tous, d'arrière-pensées « *d'endiguement* » des puissances rivales ou en passe de le devenir – génère en effet ce contre quoi elle affirme lutter : des acteurs non-étatiques issus de la structure sociale du pays, qui peuvent être multiples et rivaux, se lèvent pour résister à l'occupation, assurer les fonctions régaliennes abandonnées par leurs gouvernements traditionnels, s'approprient ou se réapproprient un pouvoir qu'ils refusent aux troupes d'occupation avec l'approbation ou dans l'indifférence des populations qui ne pensent qu'à survivre dans un contexte de violence.

L'ART DE LA GUERRE MODERNE : DURER ?...(SUITE)

À la réflexion, ce modèle de guerre moderne est durable, mais il est dans l'ordre des choses que les forces armées dont la mission n'est pas clairement définie ni les intérêts prioritaires, et qui ne bénéficient plus du lien « ancestral » qui assurait en démocratie leur légitimité et donnait un sens à leur sacrifice, se trouvent dans la situation d'impuissance dénoncée par certains de leurs chefs. ■

Documents:

Le Littré numérisé sur Gallica (Bibliothèque nationale de France) :

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5406710m.r=.langFR>
Définition du mot "guerre" : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5406698m.image.hl.r=guerre.fl015.langFR>

Etude Pew sur le patriotisme américain (1er juillet 2010) :

<http://pewresearch.org/pubs/1649/proudest-patriots-most-critical-of-government-and-obama>

Notes :

(1) CIRPES (Centre Interdisciplinaire de Recherches sur la Paix et d'Etudes Stratégiques), *Le Débat Stratégique*, n° 109, mai 2010, Thierry Allemand, *La menace est difficile à voir et encore plus compliquée à comprendre*,

<http://www.cirpes.net/article325.html#nb1>

Thierry Allemand est docteur d'université en sociologie de la Défense.

(2) Clip armée de Terre, France 2009 (vidéo, 3'51) :

<http://www.youtube.com/watch?v=WVWfO9F5vCw&feature=related>

Clip Royal Navy, Grande-Bretagne, (vidéo) *A life without limits*

<http://www.royalnavy.mod.uk/life-without-limits>

US Air Force (USAF) :

<http://www.airforce.com/see-what-its-like/>

(3) The Iraq Inquiry, *About the Inquiry*

<http://www.iraqinquiry.org.uk/about.aspx>

Membres de la commission : Sir John Chilcot (président), Sir Lawrence Freedman, Sir Martin Gilbert, Sir Roderic Lyneet et la Baronne Usha Prashar .

Cette commission « examinera la période courant de l'été 2001 à la fin de juillet 2009, embrassant le prélude du conflit en Irak, l'action militaire et sa suite. Nous considérerons donc l'engagement britannique en Irak, y compris la manière dont les décisions ont été prises, pour établir, le plus exactement possible, ce qui est arrivé et recenser les leçons qui peuvent en

être tirées. Ces leçons nous aiderons à nous assurer, si nous devons affronter des situations similaires dans le futur, que le gouvernement alors en place est équipé au mieux pour y répondre de la manière la plus efficace au mieux des intérêts du pays ».

L'enquête est en cours avec le maximum d'auditions publiques (dont celle de Tony Blair).

Dossier complet : *The Guardian* <http://www.guardian.co.uk/uk/iraq-war-inquiry>

(4) *The Guardian*, le 1^{er} avril 2010, David McCandless, Data Blog, *Who really spends the most on their armed forces ?*

<http://www.guardian.co.uk/news/datablog/2010/apr/01/information-is-beautiful-military-spending>

(5) *Le Monde*, le 2 juillet 2010, *États-Unis : vote du budget pour des renforts en Afghanistan, sur fond d'impopularité*,

http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2010/07/02/etats-unis-vote-du-budget-pour-des-renforts-en-afghanistan-sur-fond-d-impopularite_1381959_3222.html#ens_id=1191850

(6) *Rolling Stone*, le 22 juin 2010, Michael Hastings, *The Runaway General*,

<http://www.rollingstone.com/politics/news/17390/119236>

(7) *Le Monde*, le 2 juillet 2010, Nathalie Guibert, *Afghanistan : un général français convoqué après une interview sur la stratégie américaine*,

http://www.lemonde.fr/international/article/2010/07/02/afghanistan-un-general-francais-convoque-apres-une-interview-sur-la-strategie-americaine_1382449_3210.html

(8) *Daily Motion*, vidéo du 26 avril 2007 (*France 2*, Arlette Chabot, Nicolas Sarkozy) :

<http://www.dailymotion.com/video/k2wV5a8yIX70LHJXUV#from=embed>



LA MONNAIE

par Jean-Louis GUIGNARD

LES dérèglements que l'on observe aujourd'hui, et que l'on continuera à observer si rien n'est modifié au plan systémique, montrent la nécessité de comprendre ce que monnaie signifie ? Les masses monétaires sont en constante fluctuation ce qui rend difficile de lui attribuer une valeur rapportée à l'humain, son activité, ses biens non monétaires auquel il attache une valeur. Le troc initial est à ce point de vue instructif.

En l'absence de monnaie, les échanges ne peuvent se réaliser que sous forme de troc d'un bien contre un autre. Pour que deux agents A et B échangent des biens X et Y, il faut que celui qui possède X préfère Y et que celui qui possède Y préfère X. C'est ce qu'on appelle la condition de « **double coïncidence des désirs** ». Cette condition limite sévèrement le nombre de situations où le troc est possible pour un particulier dans la vie courante.

La monnaie permet de s'affranchir de ces conditions, en constituant un bien qu'on pourra échanger contre tous les autres. Un agent accepte de la monnaie en échange d'un bien qu'il cède parce qu'il sait que les autres agents l'accepteront en échange d'un bien qu'il souhaite acquérir. La monnaie a ainsi toujours une valeur pour tous par la possibilité de l'échanger contre n'importe quel autre bien.

Une opération d'échange d'un bien contre un autre est ainsi dissociée en deux opérations séparées dans le temps : d'abord l'échange du bien possédé contre de la monnaie, et ensuite l'échange de la monnaie contre le bien désiré. La fonction de « moyen de paiement », quelquefois présentée comme une quatrième fonction de la monnaie, n'est qu'un aspect de sa fonction d'intermédiaire dans les échanges. En facilitant les échanges, la monnaie est un outil essentiel du commerce libre. **Aujourd'hui la notion de coïncidence des désirs disparaît ce qui fait qu'avec elle disparaît la notion de « valeur ».**

Aristote définit la monnaie par trois fonctions :

- unité de compte ;
- réserve de valeur ;
- intermédiaire des échanges.

Depuis la suppression de toute référence à des matières précieuses et la dématérialisation des supports monétaires, et après l'intervention des économistes « nominalistes, les aspects légaux de l'usage de la monnaie (et notamment les droits juridiques qui sont attachés au cours légal et au pouvoir libératoire) sont plus apparents. Ces droits sont fixés par l'État et font de la monnaie

une institution constitutionnelle en de multiples pays ou groupe de pays.

La **monnaie** est un instrument de paiement spécialisé accepté de façon générale par les membres d'une communauté en règlement d'un achat, d'une prestation ou d'une dette. Elle peut remplir trois fonctions principales :

- la fonction d'intermédiaire dans les échanges ;
- la fonction de réserve de valeur ;
- la fonction d'expression d'unité de compte pour le calcul économique ou la comptabilité.

Certains auteurs considèrent que la capacité d'éteindre des dettes et des obligations, notamment fiscales, constitue une quatrième fonction appelée « pouvoir libératoire » de la monnaie. En pratique ces fonctions peuvent être assurées par différentes monnaies en circulation simultanée

Une monnaie se caractérise par la confiance qu'ont ses utilisateurs dans la persistance de sa valeur et de sa capacité à servir de moyen d'échange. Elle a donc des dimensions sociales, politiques, psychologiques, juridiques et économiques. En période de troubles, de perte de confiance, une monnaie de nécessité peut apparaître.

La monnaie a pris au cours de l'histoire les formes les plus diverses : bœuf, sel, nacre, ambre, métal, papier, etc. Après une très longue période où l'or et l'argent (et divers métaux) en ont été les supports privilégiés, la monnaie est aujourd'hui presque entièrement dématérialisée et circule majoritairement **sous des formes scripturales ou électroniques.**

LES DIFFÉRENTES FORMES DE LA MONNAIE

La **monnaie divisionnaire**, ce qu'on appelle les **pièces de monnaie**, est un dérivé de la monnaie. Les pièces n'ont pas de valeur intrinsèque même si elles ont un coût. Les variantes d'alliage et de composition de ces pièces n'ont qu'un but pratique. Les pièces sont généralement produites par le trésor public mais ne correspondent pas à une émission de monnaie : elles ne sont mises en circulation qu'après échange contre une quantité équivalente de billets.

LA MONNAIE... (SUITE)

Le **billet** naît comme substitut pratique mais provisoire et remboursable des monnaies métalliques. Après une histoire tourmentée, il finira par les remplacer totalement. On passe du billet de banque au papier monnaie. La Révolution française pour les mêmes raisons se finance par l'impression de billets, les assignats, dont on assure la garantie sur la valeur des biens nationaux confisqués au clergé et à la noblesse. La terre garantit la monnaie. Comme pour le système de *Law* les débuts sont excellents avec une reprise de l'activité et la constitution de remarquables fortunes comme celle des Perrégaux, futur créateur de la banque de France. L'abus d'émission finit par faire perdre toute valeur aux assignats qui resteront de sinistre mémoire. Les banques privées n'ont désormais plus le pouvoir d'émettre des billets, mais en contrepartie, elles ont conservé et étendu celui d'émettre de la monnaie de crédit.

Les dépôts bancaires dans les comptes courants ou compte-chèques forment ce qu'on appelle la **monnaie scripturale** (*deposit money*). La possession de monnaie par un titulaire de compte est matérialisée par une écriture en compte. Ces écritures longtemps tenues dans des registres sont maintenant gérées par informatique. Ils forment l'essentiel de la masse monétaire, très loin devant les billets et les pièces. Cette monnaie circule entre les agents économiques sous forme de virement d'un compte à un autre grâce à des moyens de paiement, comme les cartes de paiement, les virements ou les chèques. Elle peut être à toute réquisition transformée en papier monnaie ou en pièces. Depuis peu, elle peut aussi être chargée sur un porte-monnaie électronique. La carte de crédit qui permet d'assurer un paiement garanti jusqu'à une certaine somme par l'émetteur sans avoir à se préoccuper de la provision du compte en banque de l'acheteur, malgré son coût pour le vendeur, s'est désormais généralisée et l'emporte sur le chèque pour la plupart des achats un peu coûteux en boutiques et pour presque tout sur Internet.

Les dispositifs électroniques de virement comme par exemple le système *Swift* permettent de faire circuler les monnaies à travers le monde à grande vitesse. Instantanéité et ubiquité ont donné un intérêt d'usage inégalable au dépôt bancaire pour les transactions de placement ou d'achat liées à la mondialisation.

Les banques n'offrent pas leur service monétaire sans contrepartie. Outre que certains moyens de paiement sont les plus souvent payants (virement, cartes bancaires) les dépôts fournissent aux banques l'essentiel des ressources affectées aux prêts. À son tour le crédit permet de créer de la monnaie dans la mesure où l'écriture créditée sur le compte de l'emprunteur est acceptée comme base de paiement par les commerçants

et d'autres banquiers. Cette acceptation a d'abord été limitée aux réseaux de commerçants intéressés par l'emploi de monnaies scripturales pour des raisons pratiques, puis s'est généralisée par différents dispositifs prudentiels soit privés (la sélection des risques, l'ampleur des réserves en liquidité) soit d'organisation générale, comme l'instauration de banque centrale prêteuse de dernier ressort, la réglementation bancaire et la mise en place d'une politique monétaire.

L'inconvénient systémique du fait de lier dépôt et crédit est le risque d'un afflux de demandes de conversion en billets, appelé crise de liquidité, par opposition à la crise de solvabilité qui qualifie la déconfiture des crédits d'une banque entraînant sa banqueroute «de son fait» et non pas à cause d'une panique générale. Ce risque a conduit les États à accorder des garanties publiques aux dépôts bancaires pour éviter les ruées dévastatrices. Ces garanties ont été récemment élargies et mieux coordonnées entre les États européens pour éviter une concurrence déstabilisatrice basée sur ce seul aspect. **L'autre inconvénient de la monnaie créée par le crédit est qu'elle est fugace : la monnaie disparaît lorsque le crédit est remboursé.** Alors que l'émission de billets par les banques centrales est aujourd'hui permanente. La disparition de la monnaie de crédit suit donc celle du crédit. Un « *credit crunch* », une déflation brutale de la masse monétaire qui asphyxie les entrepreneurs, se produit quand les restrictions de crédit deviennent trop importantes.

La **monnaie électronique** est une monnaie stockée sur des dispositifs électroniques mobiles permettant également des paiements. La monnaie stockée dans ces appareils ne figure plus dans les dépôts bancaires. Il s'agit bien d'une forme *sui generis* distincte des trois précédentes.

Les **quasi-monnaies** et les mesures de la masse monétaire. Pour les besoins de l'analyse monétaire a été développé un concept de « quasi monnaie » constitué par des placements bancaires pratiquement immédiatement disponibles mais qui imposent un passage par un compte bancaire pour pouvoir être utilisés. Les opérations de liquidation pouvant être faites quasiment en temps réel, il n'est pas absurde de considérer que ces comptes sont quasi liquides et s'apparentent à la monnaie.

Les différents agrégats monétaires ont été définis sur une base statistique internationale :

- M1 correspond à la monnaie fiduciaire (billets et pièces en circulation) détenue par les agents non financiers, plus les dépôts « à vue » (dans les banques et les caisses

LA MONNAIE... (SUITE)

d'épargne). À fin juin 2008, en zone euro, M1 = 3 838 milliards d'euros.

- M2 = M1 + les dépôts à terme à moins de deux ans et dépôts avec préavis de moins de trois mois (tels les livrets A et bleu, CODEVI, compte d'épargne logement, livrets d'épargne populaire, livrets jeunes, etc.). À fin juin 2008 en zone euro, M2 = 7 667 milliards d'euros.

- M3 = M2 + les titres de pension, les titres de créance émis à moins de deux ans (tels les obligations et les bons à moyen terme négociables, ainsi que les titres d'OPCVM et les instruments du marché monétaire (SICAV monétaires, certificats de dépôts, bons des institutions et sociétés financières). À fin juin 2008 en zone euro, M3 = 9 022 milliards d'euros.

- M0 qui n'est plus guère utilisé (on parle plutôt de « base monétaire ») n'est pas un agrégat monétaire: il correspond à la monnaie émise par la banque centrale (billets + solde créditeurs des banques secondaires à la banque centrale). En 2005 en Europe, M0 = 514 milliards d'euros.

Ces chiffres sont à rapprocher du montant du PIB en Euroland (seize pays de la zone Euro) au 31 décembre 2009 : 9 534 milliards d'Euros.

Tout ce qui affecte la masse monétaire peut avoir un effet direct et massif sur l'activité « réelle ».

L'interprétation de ces agrégats est devenue complexe du fait des changements structurels qui se sont produits récemment et l'introduction dans les produits relevant normalement de M3 de nouveaux instruments financiers complexes comme les CDO (*Debt Obligations*).

LA CRÉATION DE LA MONNAIE

Dans le système monétaire actuel, la monnaie est essentiellement scripturale (environ 90 %) : elle est créée par les banques par un jeu d'écritures, sur simple demande, et dans certaines limites, en échange d'une promesse de remboursement (dette). Il y a création monétaire lors de l'octroi d'un crédit, et destruction monétaire lors du remboursement de ce crédit. La masse monétaire totale correspond alors à peu près aux encours de crédit.

Le jeu d'écritures consiste en l'inscription par le banquier en ses livres du montant du crédit d'un côté à l'actif (détention d'une créance) et de l'autre au passif (approvisionnement d'un compte).

Les limites à la création de monnaie sont gérées par le montant de réserve que la banque doit posséder en dépôt dans ses livres à chaque octroi de nouveau crédit. Ce montant est généralement compris entre 2 % et 10 %.

LA CRÉATION DE MONNAIE SCRIPTURALE PAR LE CRÉDIT BANCAIRE

Le pouvoir du système bancaire dans son ensemble de créer de la monnaie apparaît bien si pour simplifier on considère l'ensemble du système bancaire comme une banque unique. Tout prêt à un agent est dépensé et la monnaie sort du compte du déposant concerné mais la monnaie revient à la banque, dans les comptes des fournisseurs ou prestataires, qui dispose à nouveau de la liquidité nécessaire à d'autres prêts.

Les banques, collectivement, disposent donc d'une possibilité remarquable : l'expansion de leur actif (par émission de créances accordées aux Agents Non Financiers – ANF), entraîne instantanément celle de leur passif à l'équivalence (les dépôts à vue).

Mais l'expansion du passif est limitée car il existe des possibilités organisées ou spontanées de ponction sur leur circuit monétaire propre. Ces « fuites » sont :

- la demande de monnaie fiduciaire (pièces et billets) qui est actuellement estimée à 15 % dans la zone euro ;
- les réserves obligatoires (pourcentage des dépôts, actuellement de 2 % dans la zone euro).

Le marché monétaire. Lorsqu'une banque prête de l'épargne préexistante ou crée de la nouvelle monnaie scripturale à la suite d'un crédit accordé, elle crédite le compte à vue de son client qui va dépenser cette monnaie, c'est-à-dire la virer aux comptes à vue de ses fournisseurs et salariés, une fraction seulement des comptes des bénéficiaires étant tenus par cette banque. À l'inverse, la banque peut recevoir, dans les comptes de dépôts de ses clients, les montants correspondant aux achats effectués par les clients d'autres banques.

Les banques doivent faire face aux fuites correspondantes aux besoins de monnaie banque centrale : réserves obligatoires (2 % dans la zone euro) et demande de monnaie fiduciaire (estimé en moyenne à 15 % des dépôts à vue, mais variable suivant les périodes et les lieux). Si chaque banque accorde des crédits en fonction de ses parts de marché de dépôts, les fuites se compensent et le marché bancaire est équilibré. Mais si ce n'est pas le cas, pour ajuster leur trésorerie en monnaie banque centrale, les banques vont se tourner vers le marché monétaire (Euribor, par exemple) qui leur permettra de placer, auprès des autres banques et établissements financiers, leurs excédents ou d'obtenir d'eux le financement de

LA MONNAIE... (SUITE)

leurs besoins de monnaie centrale, après compensation journalière des mouvements entre banques.

Les interventions de la banque centrale sur ce marché correspondent au « refinancement ».

Les opérations de la banque centrale sur les taux d'escompte et les opérations d'open market, conjointement avec les règles de mises en pension de certains actifs monétaires, sont censées réguler ce marché. Du fait d'une abondance excessive de liquidité des établissements financiers, les taux du marché peuvent devenir inférieurs aux taux de refinancement de la banque centrale. En cas de tension sur le marché monétaire, une mise à disposition de liquidité (refinancement) par la banque centrale est de nature à réguler la situation.

Lorsque (comme ce fut le cas en 2008) aucune banque ne fait plus confiance aux autres, il advient un blocage des prêts interbancaires ou un taux de prêt trop élevé. Cette situation bloque le marché monétaire et impose des refinancements massifs par les banques centrales pour permettre aux banques commerciales d'assurer leurs besoins de monnaie centrale.

Les proto-monnaies. Si on parle de monnaie dès qu'un objet a été mis en réserve pour un usage d'échange ultérieur ou a été utilisé régulièrement comme contrepartie des échanges ou qu'un symbole de dénombrement a permis de comptabiliser un bien, les premières monnaies remontent aux racines de l'humanité. La liste des matières ayant pu servir à l'une ou l'autre de ces fonctions devient également quasiment infinie. En vérité, on peut épargner, troquer, compter en n'importe quelle matière.

LE CHANGE DES MONNAIES ENTRE ELLES

Le régime de change des monnaies entre elles dépend du système monétaire international et de la convertibilité des monnaies.

Une monnaie est dite inconvertible quand il est impossible de s'en procurer sur un marché libre. L'autorité monétaire se voit remettre les devises étrangères qu'elle convertit en monnaie locale selon sa règle propre. Elle délivre des devises à ceux qui veulent acheter à l'étranger ou s'y déplacer en fonction des disponibilités après que l'État s'est couvert de ses besoins. Un très grand nombre de monnaies sont aujourd'hui inconvertibles. Ce système est un frein majeur au commerce international. Lors de crises sérieuses une monnaie convertible peut cesser de le devenir temporairement. En France, le contrôle des changes a été rétabli temporairement pour la dernière fois par le gouvernement Mauroy, sous la présidence de François Mitterrand, après la mise en place du *Programme commun* de gouvernement et la fuite de capitaux qu'il a provoquée.

Le système monétaire international définit le régime des changes que les grands pays sont décidés à mettre en œuvre entre eux. Après l'échec successif du *Gold Standard* après la guerre de 1914, puis du premier *Gold exchange standard* mis en place à Athènes en 1922, puis finalement du *Gold Exchange standard* institué par les accords de Bretton-Woods en 1944, les **accords de la Jamaïque** en 1976 ont défini un système de flottement généralisé des monnaies.

Le cours des monnaies s'établit sur un marché particulier où les États, les banques, les entreprises et les particuliers peuvent intervenir. Cette organisation de change est une nouveauté qui pose de nombreuses difficultés théoriques et pratiques.

Le dollar est en fait la monnaie principale. Son cours a fait le yoyo depuis 1971, s'effondrant dans un premier temps, puis revenant à des sommets à partir de 1997 avant de retomber très bas en 2002. Ces variations qui vont du simple au double sont néfastes au commerce et provoquent de la part des industriels des critiques vives dès que leur monnaie devient forte. Elles posent de graves difficultés aux « petites monnaies », qui peuvent perdre beaucoup de valeur et contraindre les autorités financières locales à monter très haut les taux d'intérêt pour éviter une chute catastrophique. Les petits pays cherchent à échapper à cette difficulté en utilisant différentes solutions comme la caisse d'émission, la dollarisation, les systèmes de monnaies pivots (*peg*), avec des résultats mitigés.

L'histoire récente des changes flottants est marquée par une suite de crises financières et économiques :

- crise dite « choc du pétrole » de 73-74 ;
- crise des dettes souveraines de 81-85 (à la suite de prêts massifs au tiers monde en recyclage des pétro-dollars générés par la hausse massive des cours du pétrole), dite aussi crise Tequila ;
- crise des *Savings and Loans banks* et des « obligations pourris » aux États-Unis à la fin des années 1980 ;
- crise de 91-93, première récession depuis la guerre de quarante ;
- crise de 98 dite « des pays émergents » ;
- crise de 2001-2002 dite des « nouvelles technologies » avec une chute boursière impressionnante (en France le CAC passe de près de 8000 à 2700) ;
- crise depuis 2007, dite des *subprimes*.

La création de l'Euro, c'est-à-dire d'une monnaie réellement transnationale gérée par une banque centrale indépendante des États, marque aussi une étape importante de l'évolution des régimes de changes. Pour les Européens cela signifie que leur monnaie n'a plus de caractère symbolique national, n'est plus gérée par leur gouvernement et permet de réaliser librement toutes opérations financières sans risque de change dans la zone monétaire de l'euro dite « Euroland ». Seize pays sont actuellement dans l'Euroland. ■